



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,**

Chaque année, à la même période, les DASEN dévoilent leur projet de carte scolaire pour chaque département. C'est un moment important, humainement, socialement et politiquement. La carte est révélatrice de l'ambition de notre pays pour son Ecole. Cette année, la dotation nationale est de 3880 postes alors que 6400 sont nécessaires au dédoublement des Cp voulu par le ministère. Si certains y voient une carte scolaire en demi-teinte et une priorité au primaire, nous, au SNUipp-FSU24 nous voyons clairement une gestion de pénurie qui va se faire une fois de plus dans un climat tendu.

Effectivement, notre département enregistre une baisse démographique de la population scolaire dans le primaire mais nous refusons la fatalité des suppressions de postes qui en découlent. La dotation zéro n'est pas une faveur que l'on nous fait : elle découle de l'application des indicateurs mis en place depuis 2014 qui prennent en compte à la fois la ruralité de notre département et ses difficultés sociales. Si la volonté politique visait vraiment à améliorer le service public d'éducation en Dordogne et la réussite des élèves, nous l'aurions vu dès le vote du budget avec un recrutement à la hauteur des besoins réels. Il y aura donc, cette année encore, de nombreuses fermetures de classes, d'écoles, une désertification des services publics en milieu rural, tels sont les axes du projet de carte scolaire.

Les dédoublements de certaines classes de CP en éducation prioritaire s'opèrent en sacrifiant les postes PMQC, que nous réclamons pour toutes les écoles, dispositif plébiscité par les collègues et dans lesquels les équipes ont investi leur temps leur professionnalisme. Pour donner aux uns, il faut casser chez les autres... Est-ce ça le management : ventiler façon puzzle !

Les moyens quasi nuls pour l'éducation spécialisée sont inacceptables, laissant des élèves et des équipes d'école dans l'isolement et l'enkystement des difficultés scolaires. Recruter des AVS en nombre suffisant sur des emplois pérénes est une nécessité !

Humainement, les conséquences des suppressions de postes sont désastreuses pour les écoles, les élèves, les familles, les communes... Faire plus et toujours mieux avec moins... Moins d'écoles, plus de bus ! Et on ose nous parler d'équité... Quant aux collègues ? Foutaise, vous sautez pour retomber ailleurs... Mais où ? Entre les postes bloqués, réservés, profilés et les zones blanches dépourvues d'écoles, il faudra rouler... Pas de larmes ! Cadeau de l'administration : vous aurez 10 points de bonif ! Quel mépris pour les personnels...

En attendant la fin de la convention rurale l'année prochaine, et la facture en 2019 en matière de postes pour les écoles « protégées » par le moratoire, nous devons nous mobiliser pour réclamer d'autres choix avec des moyens supplémentaires. Enseignants, parents, élus, pas de résignation, le combat ne dure pas le temps de la carte scolaire mais s'inscrit dans la durée, collectivement ! Pour une école de qualité, pour la réussite de tous, dans l'unité, réclamons d'autres choix de société !

Nous ne sommes pas co-gestionnaires de cette politique, nous n'avons pas de choix à faire et nous défendrons toutes les écoles et tous les postes ! Nous affirmons notre indépendance syndicale et notre liberté d'action et de communication. Nous ne céderons ni aux pressions, ni aux menaces, ni à la répression.

Nous voterons contre ce projet de carte scolaire et continuerons à porter haut et fort les couleurs d'une école et d'une société plus humaine, plus juste et plus émancipatrice.

Les représentants de la FSU 24